L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 78. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 11 AOUT 1866. Entre les rues Bienville et Conti.

G. F. WEISSE & Cie. PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $10; par semestre, $5; par trimestre, $4.
Prix d'un exemplaire, 10 CENTS.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi :
Par an, $5; par semestre, $3.

TARIF D'ANNONCES.
Les annonces transitoires, placées à tour de rôle dans les diverses parties du journal, paieront $1 par le carré pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.
Les annonces transitoires de la page éditoriale paieront $1 50 le carré pour chaque insertion.
Les annonces publiées par intervalles, paieront comme annonces nouvelles pour chaque insertion.
Les annonces au mois, dans la page éditoriale, paieront $20 le carré par mois.
Les personnes faisant régulièrement et souvent des annonces auront, sur les prix indiqués ci-dessus pour les annonces transitoires, tel encouragement qu'il sera convenable d'accorder à toutes les demandes et d'y satisfaire de leur mieux.

Nous supposons sans de nos lecteurs qui ont eu ... de se munir d'une bouteille de REMEDE ANTI-CHOLERIQUE DU Dr SUSKI, de ne pas tarder ... toujours. C'est un excellent remède, quelque ... en suffisant dans les cas d'indisposition subite ... ou le choléra. On trouve ce remède chez M. ... Daniel, No 84, rue Carondelet.

PRESSE A COTON DE NEWELL.—Cette nouvelle presse à coton inventée par le Dr Newell, de Grand Gulf, paraît devoir l'emporter sur toutes les autres. On verra dans une annonce insérée aujourd'hui dans nos colonnes, ce qui fait approbation de cette nouvelle presse qui a l'objet de nombreuses démonstrations. L'agent du Dr. Newell pour la vente de ces presses est Wm L. Cushing, rue de Chartres No 81, à l'encoignure Union.

EXCURSION DU DIMANCHE A MANDEVILLE.—Ainsi qu'on le verra par une annonce insérée plus loin, le steamer THOMAS P. MAY partira de la Nouvelle-Orléans pour Mandeville dimanche (demain), 12 du courant, et sera de retour dans notre ville le même jour. Avis aux amateurs qui ne peuvent pas se donner trop de vitesse.

M. Cohen M. Soria, agent du *Gazelle*, nous prie d'annoncer que l'heure du départ de ce bateau, de la Nouvelle-Orléans pour la station de bain le samedi, a été changée : il partira désormais à deux heures de l'après-midi au lieu de quatre.

AFFAIRE DAUNOY.—M. E. O. Bertin avait accusé M. E. F. Daunoy d'avoir fait publier dans plusieurs journaux quotidiens du 1er août 1866, particulièrement dans l'*Abeille* de la Nouvelle-Orléans, un article faux et diffamatoire où il est allégué que le Dr. Dietzel avait organisé une certaine société nègre à la tête de laquelle devait se mettre Bertin pour inaugurer le massacre des habitants blancs de Troisième District dans le cas où la Convention serait battue.

L'affaire appelée à été remise indéfiniment, pardon requête, $500.

Fausses Positions.

Ce qui caractérise la situation générale aujourd'hui, c'est l'incertitude à laquelle sont livrées toutes les administrations d'Etat aussi bien que l'administration fédérale. Cette incertitude vient de l'idée où l'on est que la crise actuelle étant révolutionnaire, c'est-à-dire causée par un parti qui veut continuer dans la paix la révolution qu'il a inaugurée par la guerre, doit amener nécessairement un changement prochain dans la politique du pays. Il résulte de là, pour tous, pour les simples citoyens comme pour les fonctionnaires publics, une position fort difficile, déterminant chez beaucoup d'entre eux des vues fort ténébreuses.

Il serait certainement plus facile de compter maintenant aux Etats-Unis ceux qui ont une opinion arrêtée, et qui agissent en conséquence, que ceux qui n'en ont pas, tant le sombre de ces derniers nous paraît considérable. On comprend bien qu'ici nous parlons de choses se rattachant à la politique générale, sans faire entrer en ligne de compte certaines sujétions pour lesquels le Sud a manifesté maintes fois tant d'exaspération. Mais le Sud sans voix délibérante n'est à consulter que pour mémoire et c'est le mouvement des esprits au Nord que nous devons suivre avec attention.

Eh bien, au Nord que voyons-nous? Une indécision très marquée dans l'allure de tous les partis. Si nous prenons pour type de cette indécision la presse la plus accréditée de toutes, celle de New-York, nous ne trouvons qu'un ou deux journaux qui soient réellement inféodés à la politique de la majorité du Congrès. Tous les autres, qui sont nombreux, expriment des opinions diverses et flottant sous le gré des événements et des passions. La vérité est que la plupart de ces journaux sont arrêtés par un obstacle presque insurmontable, et cet obstacle est le passé. A une ou deux exceptions près, quelle fut, pendant la guerre, l'attitude de ces journaux envers le Sud? Cette attitude fut hostile au plus haut point, hostile non seulement au mouvement séparatiste, mais encore à tous les intérêts légitimes que le Sud avait voulu sauvegarder par sa résistance. Ces journaux, bien qu'ils se défendent aujourd'hui de toute tendance au radicalisme, n'ont pas eu le courage, pendant la guerre, de résister à l'entraînement des radicaux.

Ayant dès le principe, par un faux sentiment de dignité, acquiescé à toutes les mesures imaginées pour réduire le Sud; ayant vanté les hauts faits du Nord, ayant chanté sa gloire et porté jusqu'aux nues le talent de ses guerriers, ayant souffié le feu des combats et admiré le génie de Lincoln, ayant approuvé le système des taxes, des emprunts et du papier monnaie, n'ayant condamné aucun des moyens arbitraires dont le gouvernement se servait pour arriver à son but; enfin ces mêmes journaux ayant tolérés jusqu'à l'armement des nègres contre ceux qui leur avaient pour ainsi dire donné la vie en les élevant, la position de ces journaux peut-elle ne pas être fausse aujourd'hui qu'il s'agit de séparer leur cause de celle des radicaux?

Cette fausseté de situation se fait remarquer aussi et surtout dans le cabinet de M. Johnson, dont la moitié procède encore du cabinet de M. Lincoln. Si la moitié du cabinet a été renouvelée, à quoi faut-il l'attribuer? non précisément à la volonté hardiment exprimée du président sur tel ou tel particulier de politique congressionnelle, car les démissions alors eussent dû être données à l'époque du premier veto, mais à la marche imprévue des choses, marche qui a fait naître des doutes sur l'avenir des partis. Nous voyons encore dans le cabinet de M. Johnson un homme plus radical que ceux qui en sont sortis et dont il devrait suivre l'exemple.

Peut-on dire que le radicalisme est mort à la Maison-Blanche quand on l'y voit toujours représenté par M. Stanton, secrétaire de la guerre, aujourd'hui comme il y a deux ans? Quand M. Johnson, le président, et M. Stanton, le ministre, traitent ensemble des affaires militaires, si étroitement liées aux affaires d'Etat, quel est celui des deux qui est dans la position la plus favorable, celui qui n'a qu'un rapport de subalterne à la guerre, ou celui de M. Stanton, qui ne sépare pas du président? Le dit M. Johnson, qui ordonne au Gén. Sickles de faire soumettre aux Cours de justice, ou de M. Stanton, qui approuve par écrit la résistance du Gén. Sickles? Ou de M. Johnson, qui blâme l'intervention de l'autorité militaire dans les troubles de la Nouvelle-Orléans, ou de M. Stanton, qui y fait sans doute maintenir la loi martiale?

Ce sont là de ces anomalies qu'on n'explique que par les nécessités souvent cruelles de la politique et les fatalités d'événements. M. Johnson ne veut pas renvoyer actuellement M. Stanton, pour ne pas exaspérer tout à fait le parti radical, et M. Stanton reste dans le cabinet pour y surveiller la politique administrative dans l'intérêt des radicaux. Ici l'antithèse cesse. M. Stanton n'a pas à ménager la démocratie qui a fait de lui un personnage et qu'il renie, mais il a à épier, à surprendre, à contrecarrer une politique qu'il déteste et qui n'veut faire échouer.

Dans les Etats, l'hésitation est la même et le sentiment d'une fausse situation est général. Il est évident que le peuple du Nord a réfléchi beaucoup depuis que la guerre est finie; il est évident qu'il a commencé à comprendre que la conquête du Sud n'équivaut pas à la conquête de l'avenir et qu'il a payé trop cher une chose que la guerre a dépouillée de toute sa richesse. S'il était vrai que le Sud, pour rentrer, dut arriver paisiblement à son indépendance sans la payer de la ruine de ses institutions, il est vrai aussi que le Nord devait s'attendre à une reconstruction sans employer les moyens destructeurs de la guerre. Le Sud s'étant séparé sans coup férir, le Nord devrait aussi, sans coup férir, ramener les dissidents dans le sein de la patrie commune.

Il arrivera bientôt, si cela n'est déjà arrivé, que la guerre sera jugée comme le dernier des moyens qu'on ait dû employer à l'égard du Sud. La guerre a fait la destruction et nous a laissé le révolution, révolution qui probablement durera plus que la guerre et qui commence à se revéler aujourd'hui au plus calme de tous les caractères, celui du sang. Nous n'avons besoin, pour établir ce fait, qu'à rappeler le langage tenu par quelques membres du Congrès à propos de fos derniers troubles. La Nouvelle-Orléans n'était pas seule à avoir des Destin; il y en a à Washington et partout dans les Etats Unis; ce sont eux qui entretiennent la guerre contre le Sud, guerre qui ne pourra finir, dans quelques, que par l'établissement d'un régime militaire pesant simultanément sur toutes les parties de ce vaste pays. Alors seulement sera simplifiée et déterminée la situation équivoque et compliquée où nous sommes.

L'état de l'opinion en Italie.

Lorsque l'Autriche, cédant la Vénétie à la France, accepta la médiation de l'empereur Napoléon, le mouvement d'opinion qui se produisit en Italie fut contraire à cette intervention politique, et, il faut bien le dire, peu favorable à la politique française. Un moment, on put croire, sous l'influence des partis extrêmes, que les liens créés entre l'Italie et la France par la confraternité des armes et par le souvenir des services rendus, allaient se relacher. Mais a ce premier sentiment irréfléchi a succédé une appréciation plus juste et plus vraie. Nous en trouvons la preuve dans un article de l'*Opinione*, que nous reproduisons comme un indice de l'état des esprits et à cause des relations importantes de ce journal.

Voici cet article :

De ce que l'Italie avait raison de désirer un développement plus large aux opérations de la guerre et une occasion d'affirmer sa force militaire, avait-elle aussi raison de supposer, chez l'empereur des Français, une opposition de nature à entraver son prestige et de s'employer à faire à notre considération en Europe?

Nous sommes bientôt, depuis trop longtemps, à voir ces injustes soupçons s'élever contre la politique de l'empereur Napoléon, pour nous étonner de ce que nous voyons en ce moment.

Le proverbe : *chasse: le naturel il revient, on galop*, ne pourrait mieux s'appliquer qu'à tout ce qui a été dit et imprimé ces jours derniers.

Dans les Etats-Unis, l'hostilité contre la France et le sentiment d'une fausse situation est général. Il est évident que le peuple du Nord a réfléchi beaucoup depuis que la guerre est finie; il est évident qu'il a commencé à comprendre que la conquête du Sud n'équivaut pas à la conquête de l'avenir et qu'il a payé trop cher une chose que la guerre a dépouillée de toute sa richesse. S'il était vrai que le Sud, pour rentrer, dut arriver paisiblement à son indépendance sans la payer de la ruine de ses institutions, il est vrai aussi que le Nord devait s'attendre à une reconstruction sans employer les moyens destructeurs de la guerre. Le Sud s'étant séparé sans coup férir, le Nord devrait aussi, sans coup férir, ramener les dissidents dans le sein de la patrie commune.

Il arrivera bientôt, si cela n'est déjà arrivé, que la guerre sera jugée comme le dernier des moyens qu'on ait dû employer à l'égard du Sud. La guerre a fait la destruction et nous a laissé la révolution, révolution qui probablement durera plus que la guerre et qui commence à se révéler aujourd'hui au plus calme de tous les caractères, celui du sang. Nous n'avons besoin, pour établir ce fait, qu'à rappeler le langage tenu par quelques membres du Congrès à propos de fos derniers troubles. La Nouvelle-Orléans n'était pas seule à avoir des Destin; il y en a à Washington et partout dans les Etats Unis; ce sont eux qui entretiennent la guerre contre le Sud, guerre qui ne pourra finir, dans quelques, que par l'établissement d'un régime militaire pesant simultanément sur toutes les parties de ce vaste pays. Alors seulement sera simplifiée et déterminée la situation équivoque et compliquée où nous sommes.

L'état de l'opinion en Italie.

Lorsque l'Autriche, cédant la Vénétie à la France, accepta la médiation de l'empereur Napoléon, le mouvement d'opinion qui se produisit en Italie fut contraire à cette intervention politique, et, il faut bien le dire, peu favorable à la politique française. Un moment, on put croire, sous l'influence des partis extrêmes, que les liens créés entre l'Italie et la France par la confraternité des armes et par le souvenir des services rendus, allaient se relacher. Mais a ce premier sentiment irréfléchi a succédé une appréciation plus juste et plus vraie. Nous en trouvons la preuve dans un article de l'*Opinione*, que nous reproduisons comme un indice de l'état des esprits et à cause des relations importantes de ce journal.

Voici cet article :

De ce que l'Italie avait raison de désirer un développement plus large aux opérations de la guerre et une occasion d'affirmer sa force militaire, avait-elle aussi raison de supposer, chez l'empereur des Français, une opposition de nature à entraver son prestige et de s'employer à faire à notre considération en Europe?

Nous sommes bientôt, depuis trop longtemps, à voir ces injustes soupçons s'élever contre la politique de l'empereur Napoléon, pour nous étonner de ce que nous voyons en ce moment.

Le proverbe : *chasse: le naturel il revient, on galop*, ne pourrait mieux s'appliquer qu'à tout ce qui a été dit et imprimé ces jours derniers.

Dans les Etats, l'hostilité contre la France et le sentiment d'une fausse situation est général. Il est évident que le peuple du Nord a réfléchi beaucoup depuis que la guerre est finie; il est évident qu'il a commencé à comprendre que la conquête du Sud n'équivaut pas à la conquête de l'avenir et qu'il a payé trop cher une chose que la guerre a dépouillée de toute sa richesse. S'il était vrai que le Sud, pour rentrer, dut arriver paisiblement à son indépendance sans la payer de la ruine de ses institutions, il est vrai aussi que le Nord devait s'attendre à une reconstruction sans employer les moyens destructeurs de la guerre. Le Sud s'étant séparé sans coup férir, le Nord devrait aussi, sans coup férir, ramener les dissidents dans le sein de la patrie commune.

Il arrivera bientôt, si cela n'est déjà arrivé, que la guerre sera jugée comme le dernier des moyens qu'on ait dû employer à l'égard du Sud. La guerre a fait la destruction et nous a laissé la révolution, révolution qui probablement durera plus que la guerre et qui commence à se révéler aujourd'hui au plus calme de tous les caractères, celui du sang. Nous n'avons besoin, pour établir ce fait, qu'à rappeler le langage tenu par quelques membres du Congrès à propos de fos derniers troubles. La Nouvelle-Orléans n'était pas seule à avoir des Destin; il y en a à Washington et partout dans les Etats Unis; ce sont eux qui entretiennent la guerre contre le Sud, guerre qui ne pourra finir, dans quelques, que par l'établissement d'un régime militaire pesant simultanément sur toutes les parties de ce vaste pays. Alors seulement sera simplifiée et déterminée la situation équivoque et compliquée où nous sommes.

PAR LE TELEGRAPHE.
DÉPÊCHES TRANSMISES A L'ABEILLE

Discours du gouv, Throckmorton.

Unionisme à désarmer les radicaux.

La révocation du général Baird démentie.

DELEGUES DE L'ETAT DE NEW-YORK.

Conservateurs du Sud.

La flotte du cable partant pour la pêche.

Nouvelles de la Vera Cruz.

MAXIMILIEN VEUT S'EN ALLER

BAZAINE S'Y OPPOSE

Surprise de Lettres de Santa Anna

Dépêches par le Cable.

RAPPORT DE FULLERTON.

Désorganisation du Bureau des Affranchis.

Houston, Texas, 10. — Le discours d'inauguration du gouverneur Throckmorton a été délivré hier matin. Il remplit deux colonnes de journal. Il passe en revue la situation politique et financière de l'Etat, exprime le découragement devant les difficultés qui se présentent, mais il dit : Avec une conduite prudente, je ne désespère pas d'obtenir un traitement généreux et libéral de nos compatriotes du Nord. Je ne puis croire que la terre des Franklin, des Hancock, des Adams, des Hamilton, des Clay, des Webster et de tant d'autres patriotes ne soit plus la terre des hommes bons et grands, ou que leurs leçons d'abnégation et de dévouement soient oubliées. Quand l'orage des passions sera passé, quand la raison et la justice seront alliées à la magnanimité, de généreux égards pour chaque section du pays reprendront leur empire.

Les hommes sincères du pays tiennent à cœur de faire entrer l'œuvre de réunion dans les liens de l'affection et de la confiance mutuelle. En cours de nos conciliatoires sont changés par la guerre. Le politique généreuse et la libérale du Président ont touché profondément les fibres du cœur du Sud. Des sentiments d'amour et de vénération pour le gouvernement de nos pères se sont réveillés après un long sommeil. Sa bienveillance et sa merci ont plus fait en quelques mois que la force des baïonnettes, la confiscation, et le gibet n'eussent pu le faire après des années d'oppression.

Il croit que la grande masse des habitants du Nord désire nous traiter comme des frères. Ce sera son désir de montrer que les efforts qu'on fait maintenant pour traduire les plus saintes aspirations de notre peuple pour la paix et la restauration sont follement malignité.

A son avis, le temps n'est pas éloigné où les negres seront convaincus que leurs meilleurs amis sont ceux avec lesquels ils ont passé leur jeunesse et qui en ont eu soin depuis leur enfance.

Il passe brièvement en revue sa conduite avant la sécession et dit : dévoué comme j'étais à ce gouvernement et comme je le suis encore, je me détournerai avec horreur de cette sanglante vision de la guerre civile mais je ne vois pas avec moins d'effroi qu'on s'attache encore au pouvoir de la coercition.

Il a partagé la fortune de ses concitoyens et leur sort. Il reconnait que tout le monde a eu de motifs pure et sincères pour séparer ce qui n'est ceux qui n'ont cessé de soutenir le gouvernement. Tous maintenant doivent travailler au rétablissement de la paix et de l'harmonie.

Le message du gouverneur nouveau finit par invoquer le secours de la Providence.

New-York, 10, au soir. — Lyre a formé à 148 1/2. Le coton a formé lourdement avec des ventes de 600 balles à 34 et 34 1/2 pour le middling uplands.

Chicago, 10. — Le comité d'arrangement pour la pose de la première pierre du monument Douglas, annonce que la cérémonie aura lieu le 6 septembre prochain. Un discours sera prononcé par le général Dix. Le secrétaire Seward annonce que le président et le cabinet y assisteront.

Raleigh, 10. — La convention aujourd'hui a choisi comme délégués à la Convention de Philadelphie, W. A. Graham, Geo. Davis, R. C. Puryear et Geo. Howard.

Washington 10—Le Star dément le bruit du rappel du général Baird et ajoute qu'aucun acte de ce genre ne peut avoir lieu pendant l'absence de Johnson.

Cette assertion est probablement correcte.

Samedi 10—R H Pruger a été élu président de la convention unioniste qui s'est ajournée hier soir. Les délégués d'Etat sont la général John A. Dix, Henry T. Raymond, Chas. D. Myers, H. D. Comstock, S. J. Filden, Wm Kelly, Hiram Devine, Sandford S. Church. Quatre membres de chaque district ont aussi été élus. Parmi les résolutions adoptées il en est une qui favorise la restauration des Etats du Sud dans tous leurs droits, y compris la représentation.

New York, 10 soir—Le général John M. Gleeson, le capitaine Condon et le major Commerford sont arrivés d'Irlande. Les deux premiers ont été relachés par le gouvernement, à la condition de partir immédiatement pour l'Amérique. Pe: sont qu'ils étaient en prison, ils correspondaient avec West, le consul des Etats-Unis à Dublin, qui admettait qu'ils étaient et toyens américains, mais qui ne voulait pas les traiterait comme s'ils étaient sujets anglais. Commerford est envoyé auprès de Stephens. Il dit que les Fenians sont plus forte que jamais et qu'ils feront la guerre cette année, avec ou sans l'appui de l'Amérique.

Washington, 10. — L'avocat général Standberry remplit les fonctions du secrétaire d'Etat pendant l'absence du secrétaire Seward qui est parti ce matin pour New-York. Alexander T. Stewart, de New-York, R. E. Fross, de New-York, et J. B. Alexander, du Maryland, ont été nommés commissaires à l'Exposition de Paris.

J. S. Wilson a été nommé commissaire du Bureau des Terres.

Shreveport (La.), 10. — Le steamer Starlight qui est arrivé hier soir, a apporté un cas de choléra et a enterré trois personnes pendant son trajet. Les médecins disent que c'est le choléra asiatique.

Une quarantaine de 5 jours a été établie à Fort Humbert, à deux milles au-dessous d'ici. L'état sanitaire de la ville est bon.

Mobile, 10—Coton—Ventes d'aujourd'hui, 900 balles, middling 31 cts. Ventes de la semaine 1500 balles : reçu 815 contre 687 la semaine précédente : exportation 1856—Stock dans le port 32,383 balles.

New York, 10—La flotte du cable part de Hart's Contest, mercredi soir pour, l'endroit où le cable fut parduà l'après dernières, afin de le repêcher.

Washington, 10—Le major général Humphreys succède à Dodsfield, comme ingénieur en chef de l'armée.

New York, 10—Il y a eu 49 morts de choléra aujourd'hui ici et à Brooklyn. Le fléau a disparu d'intensité à Blackwell et à Governor's Island.

Des avis de Vera Cruz disent qu'on navire assistion promait une grande quantité de provisions. Le bruit courait que Maximilien avait l'intention de s'en aller par cette occasion mais qu'il n'ait été formulé, pas de réprobation d'hommes qui n'ait été lacérée, ni de cette accusation qui n'ait été accueillie comme la chose la plus évidente.

On dira que c'est le propre des grands événements de provoquer des grandes passions, et que le voile qui, à ces moments, s'étend sur l'intelligence des hommes en est la conséquence. Admettons l'excuse; mais la raison veut que nous réclamions aussi contre la facilité de glisser par là vers l'absurde.

L'Italie doit connaître aujourd'hui, par des épreuves longues et irrécusables, quels sont les hommes qui ont aidé à sa régénération, qui à l'aide de faits positifs, et non par de simples paroles, ont contribué à la mettre dans cette position respectable dans laquelle elle se trouve. Comment, dès lors, pourrait-elle d'un moment à l'autre efficer ses souvenirs et se mettre en suspicion envers tous et envers tout?

La proposition de l'armistice et de la médiation était un acte que l'Empereur des Français ne pouvait refuser d'accueillir par mille considérations de politique générale et par égard aux conditions spéciales de la France. Mais il était et voisin de vouloir, en cela, faire outrage à l'Italie, qu'assurément il savait ne pas reconnaitre les nécessités politiques qui imposaient à notre gouvernement de ne pas l'accepter, bien que certainement il ne manquât pas en France de gens qui s'emparant de la faction de la cession de la Vénétie à l'Empereur, et en dénaturant le sens d'une manière manifeste, prétendaient nous imposer une honte qui n'était pas dans nos intérêts.

Ainsi, dans cette dernière phase que nous avons traversée, nous avons eu une preuve nouvelle de cette inutile aimée qui nous a toujours servi d'escorte dans le sentier ardu de notre entreprise nationale, et si quelque chose a fait défaut, ce n'est certes pas de côté qu'il faut le chercher, mais plutôt dans la perspicacité de ceux qui ne l'ont pas compris.

L'opinion publique, d'après ce qu'il paraît, commence à se calmer et à voir plus clair dans le labyrinthe des événements qui se produisent sur la scène politique, mais, comme nous sommes à la fin de ces épreuves, nous voudrions contribuer pour notre part à mettre les esprits en garde contre les jugements irréfléchis auxquels ils se laissent entraîner.

PAR LE TELEGRAPHE.

DÉPÊCHES TRANSMISES A L'ABEILLE

Discours du gouv, Throckmorton.

Unionisme à désarmer les radicaux.

La révocation du général Baird démentie.

DELEGUES DE L'ETAT DE NEW-YORK.

Conservateurs du Sud.

La flotte du cable partant pour la pêche.

Nouvelles de la Vera Cruz.

MAXIMILIEN VEUT S'EN ALLER

BAZAINE S'Y OPPOSE

Surprise de Lettres de Santa Anna

Dépêches par le Cable.

RAPPORT DE FULLERTON.

Désorganisation du Bureau des Affranchis.

Houston, Texas, 10. — Le discours d'inauguration du gouverneur Throckmorton a été délivré hier matin. Il remplit deux colonnes de journal. Il passe en revue la situation politique et financière de l'Etat, exprime le découragement devant les difficultés qui se présentent, mais il dit : Avec une conduite prudente, je ne désespère pas d'obtenir un traitement généreux et libéral de nos compatriotes du Nord. Je ne puis croire que la terre des Franklin, des Hancock, des Adams, des Hamilton, des Clay, des Webster et de tant d'autres patriotes ne soit plus la terre des hommes bons et grands, ou que leurs leçons d'abnégation et de dévouement soient oubliées. Quand l'orage des passions sera passé, quand la raison et la justice seront alliées à la magnanimité, de généreux égards pour chaque section du pays reprendront leur empire.

Les hommes sincères du pays tiennent à cœur de faire entrer l'œuvre de réunion dans les liens de l'affection et de la confiance mutuelle. En cours de nos conciliatoires sont changés par la guerre. Le politique généreuse et la libérale du Président ont touché profondément les fibres du cœur du Sud. Des sentiments d'amour et de vénération pour le gouvernement de nos pères se sont réveillés après un long sommeil. Sa bienveillance et sa merci ont plus fait en quelques mois que la force des baïonnettes, la confiscation, et le gibet n'eussent pu le faire après des années d'oppression.

Il croit que la grande masse des habitants du Nord désire nous traiter comme des frères. Ce sera son désir de montrer que les efforts qu'on fait maintenant pour traduire les plus saintes aspirations de notre peuple pour la paix et la restauration sont follement malignité.

A son avis, le temps n'est pas éloigné où les negres seront convaincus que leurs meilleurs amis sont ceux avec lesquels ils ont passé leur jeunesse et qui en ont eu soin depuis leur enfance.

Il passe brièvement en revue sa conduite avant la sécession et dit : dévoué comme j'étais à ce gouvernement et comme je le suis encore, je me détournerai avec horreur de cette sanglante vision de la guerre civile mais je ne vois pas avec moins d'effroi qu'on s'attache encore au pouvoir de la coercition.

Il a partagé la fortune de ses concitoyens et leur sort. Il reconnait que tout le monde a eu de motifs pure et sincères pour séparer ce qui n'est ceux qui n'ont cessé de soutenir le gouvernement. Tous maintenant doivent travailler au rétablissement de la paix et de l'harmonie.

Le message du gouverneur nouveau finit par invoquer le secours de la Providence.

New-York, 10, au soir. — Lyre a formé à 148 1/2. Le coton a formé lourdement avec des ventes de 600 balles à 34 et 34 1/2 pour le middling uplands.

Chicago, 10. — Le comité d'arrangement pour la pose de la première pierre du monument Douglas, annonce que la cérémonie aura lieu le 6 septembre prochain. Un discours sera prononcé par le général Dix. Le secrétaire Seward annonce que le président et le cabinet y assisteront.

Raleigh, 10. — La convention aujourd'hui a choisi comme délégués à la Convention de Philadelphie, W. A. Graham, Geo. Davis, R. C. Puryear et Geo. Howard.

Washington 10—Le Star dément le bruit du rappel du général Baird et ajoute qu'aucun acte de ce genre ne peut avoir lieu pendant l'absence de Johnson.

Cette assertion est probablement correcte.

Samedi 10—R H Pruger a été élu président de la convention unioniste qui s'est ajournée hier soir. Les délégués d'Etat sont la général John A. Dix, Henry T. Raymond, Chas. D. Myers, H. D. Comstock, S. J. Filden, Wm Kelly, Hiram Devine, Sandford S. Church. Quatre membres de chaque district ont aussi été élus. Parmi les résolutions adoptées il en est une qui favorise la restauration des Etats du Sud dans tous leurs droits, y compris la représentation.

New York, 10 soir—Le général John M. Gleeson, le capitaine Condon et le major Commerford sont arrivés d'Irlande. Les deux premiers ont été relachés par le gouvernement, à la condition de partir immédiatement pour l'Amérique. Pe: sont qu'ils étaient en prison, ils correspondaient avec West, le consul des Etats-Unis à Dublin, qui admettait qu'ils étaient et toyens américains, mais qui ne voulait pas les traiterait comme s'ils étaient sujets anglais. Commerford est envoyé auprès de Stephens. Il dit que les Fenians sont plus forte que jamais et qu'ils feront la guerre cette année, avec ou sans l'appui de l'Amérique.

Washington, 10. — L'avocat général Standberry remplit les fonctions du secrétaire d'Etat pendant l'absence du secrétaire Seward qui est parti ce matin pour New-York. Alexander T. Stewart, de New-York, R. E. Fross, de New-York, et J. B. Alexander, du Maryland, ont été nommés commissaires à l'Exposition de Paris.

J. S. Wilson a été nommé commissaire du Bureau des Terres.

Shreveport (La.), 10. — Le steamer Starlight qui est arrivé hier soir, a apporté un cas de choléra et a enterré trois personnes pendant son trajet. Les médecins disent que c'est le choléra asiatique.

Une quarantaine de 5 jours a été établie à Fort Humbert, à deux milles au-dessous d'ici. L'état sanitaire de la ville est bon.

Mobile, 10—Coton—Ventes d'aujourd'hui, 900 balles, middling 31 cts. Ventes de la semaine 1500 balles : reçu 815 contre 687 la semaine précédente : exportation 1856—Stock dans le port 32,383 balles.

New York, 10—La flotte du cable part de Hart's Contest, mercredi soir pour, l'endroit où le cable fut parduà l'après dernières, afin de le repêcher.

Washington, 10—Le major général Humphreys succède à Dodsfield, comme ingénieur en chef de l'armée.

New York, 10—Il y a eu 49 morts de choléra aujourd'hui ici et à Brooklyn. Le fléau a disparu d'intensité à Blackwell et à Governor's Island.

Des avis de Vera Cruz disent qu'on navire assistion promait une grande quantité de provisions. Le bruit courait que Maximilien avait l'intention de s'en aller par cette occasion mais qu'il n'ait été formulé, pas de réprobation d'hommes qui n'ait été lacérée, ni de cette accusation qui n'ait été accueillie comme la chose la plus évidente.

On dira que c'est le propre des grands événements de provoquer des grandes passions, et que le voile qui, à ces moments, s'étend sur l'intelligence des hommes en est la conséquence. Admettons l'excuse; mais la raison veut que nous réclamions aussi contre la facilité de glisser par là vers l'absurde.

L'Italie doit connaître aujourd'hui, par des épreuves longues et irrécusables, quels sont les hommes qui ont aidé à sa régénération, qui à l'aide de faits positifs, et non par de simples paroles, ont contribué à la mettre dans cette position respectable dans laquelle elle se trouve. Comment, dès lors, pourrait-elle d'un moment à l'autre efficer ses souvenirs et se mettre en suspicion envers tous et envers tout?

La proposition de l'armistice et de la médiation était un acte que l'Empereur des Français ne pouvait refuser d'accueillir par mille considérations de politique générale et par égard aux conditions spéciales de la France. Mais il était et voisin de vouloir, en cela, faire outrage à l'Italie, qu'assurément il savait ne pas reconnaitre les nécessités politiques qui imposaient à notre gouvernement de ne pas l'accepter, bien que certainement il ne manquât pas en France de gens qui s'emparant de la faction de la cession de la Vénétie à l'Empereur, et en dénaturant le sens d'une manière manifeste, prétendaient nous imposer une honte qui n'était pas dans nos intérêts.

Ainsi, dans cette dernière phase que nous avons traversée, nous avons eu une preuve nouvelle de cette inutile aimée qui nous a toujours servi d'escorte dans le sentier ardu de notre entreprise nationale, et si quelque chose a fait défaut, ce n'est certes pas de côté qu'il faut le chercher, mais plutôt dans la perspicacité de ceux qui ne l'ont pas compris.

L'opinion publique, d'après ce qu'il paraît, commence à se calmer et à voir plus clair dans le labyrinthe des événements qui se produisent sur la scène politique, mais, comme nous sommes à la fin de ces épreuves, nous voudrions contribuer pour notre part à mettre les esprits en garde contre les jugements irréfléchis auxquels ils se laissent entraîner.

CHRONIQUE LOCALE.

TEMPÉRATURE.—10 Août 1866.
(Thermomètre de C. Duhamel :

6 heures du matin	84 degrés.
Midi	91
3 heures après midi	91
9 heures du soir	84

AFFAIRE D'HUMBLE.—Ed. M. Ganuchean, secrétaire de la Compagnie d'Assurance Nationale de Marine, déposa dans l'affaire de Humble & Abraham et Rose, accusés d'avoir voulu incendier la barque No 204, de la rue du Canal, qu'il a vue se jeter dans le port de poudre dans des sacs en papier de journaux, une demi livre dans chaque papier, ainsi que des allumettes à explosion soufrées, avec des lambeaux de crinolines imprégnés d'huile de charbon, pendus dans l'appartement, quatre grandes boites remplies de papier à enveloppe étaient aussi saturées d'huile. Près de la porte de derrière il y avait une grande boite partiellement brûlée, et aussi des morceaux de cercle pour crinoline.

Le témoin estime le fond en y comprenant les installations à $1,000 quand la somme réclamée et portées dans la police est de $5,000.

Mme Julia Bannard dont le magasin avoisine celui d'Abraham, dépose que vers minuit le 5 soir, pendant qu'elle était au lit, elle vit sa belle mère chez M. Abraham à travers la cloison de bois, entendit deux explosions se suivre rapidement et quelques minutes après une troisième plus forte que les autres.

Le mari de la déposante a vu la fumée dans cour et crut au feu.

Les témoignages ont été fort étendus. Les gardiens sont renvoyés devant la Premiere Cour de District. Caution refusée.

VOLS.—Des voleurs sont entrés hier matin dans la résidence de M. Leroy, rue Tronchet, entre Bienville et Conti, et ont emporté un sac de voyage dans lequel il y avait $200 en argent et quelques hardes, appartenant au reverend C. N. Keys.

On a volé aussi une chaine d'or et $30 en or, un billet à ordre de $450 et quelques autres articles dans la maison de M. Jos Murray rue Dauphine, entre Prytanée et Ursulines.

ENQUÊTES.—*Morts de cas.*, Allen Washington, agé de 10 ans, trouvé mort au No 30 de la rue Erato.

Francis Miller, 4 ans et demi, mort au No 301, Vieille Levée.

John Tayrot (e) 40 ans, mort rue Ste Anne No 159.

Abraham John (e) 45 ans, mort au No 598 rue de la Levée.

John (e), 36 ans, mort au No 50 rue du Rosaire.

Emily Jonson, (e), rue Julie, No 290.

Le rapport des enterrements pour les vingt quatre heures, finissant hier, 10 a. m., a causé un total de 41 morts, dont 24 du choléra.

INCENDIE DE STEAMBOATS—Deux bateaux à vapeur, l'Adams et le Saratoga, ont été détruits, hier, par le feu, et le St-Nicholas qui était tout près, a eu beaucoup de peine à échapper. On croit que ce désastre est l'œuvre d'un incendiaire.

Nouvelles Générales.

Paris, 20 juillet.

Le note du *Moniteur* de ce matin qui annonce que l'Autriche a accepté la proposition de la Prusse de s'abstenir de tout acte d'hostilité pendant cinq jours, termes dans lequel la cour de Vienne aura à communiquer son acceptation au sujet des préliminaires de la paix, a eu pour but de contribuer à rassurer les esprits.

Nonobstant, l'opinion persiste que n'a point vu toutes les incertitudes qui obscurcissent encore le ciel de l'avenir. Elle s'est pris seulement à y reconnaitre un gage assuré des intentions du gouvernement impérial, en s'interposant comme médiateur désintéressé, et cela sentit à sauf pour la ramener.

Voyez plutôt, pour vous en convaincre, la cours de la Bourse, véritable thermomètre de la situation actuelle des esprits. Ça a été que toute la ligne une hausse complète et rapide, telle que les habitués même du lieu en ont été considérablement surpris, et cela, je pense vous l'affirmer, ayant assisté à l'ouverture et à la clôture des cours.

Les Italiens continuent à nous être hostiles. La *Gazette du peuple* ayant annoncé que deux députations, une de Triestins, l'autre d'Istriens, venaient de partir pour Paris afin d'agir dans le sens d'une annexion de leurs provinces au royaume d'Italie, la *Nazione*, en annonçant cette nouvelle, s'est montrée tout scandalisée et s'est fort peu gênée pour demandé des prix pleins de l'appartement, quatre grandes boites remplies de papier à enveloppe étaient aussi saturées d'huile. Près de la porte de derrière il y avait une grande boite partiellement brûlée, et aussi des morceaux de cercle pour crinoline.

Le témoin estime le fond en y comprenant les installations à $1,000 quand la somme réclamée et portées dans la police est de $5,000.

Mme Julia Bannard dont le magasin avoisine celui d'Abraham, dépose que vers minuit le 5 soir, pendant qu'elle était au lit, elle vit sa belle mère chez M. Abraham à travers la cloison de bois, entendit deux explosions se suivre rapidement et quelques minutes après une troisième plus forte que les autres.

Le mari de la déposante a vu la fumée dans cour et crut au feu.

Les témoignages ont été fort ét